



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 7 mars 2022

**Déclaration de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Site Sanofi - Neuville-sur-Saône**

**Lundi 7 mars 2022**

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le Maire, merci de nous accueillir dans votre belle commune,  
Monsieur le Vice-Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Monsieur le Préfet de région,  
Monsieur le Secrétaire général de SGPI,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Mesdames et Messieurs les dirigeants d'entreprises,  
Monsieur le Président de Sanofi Paul HUDSON,  
Monsieur le Président de Sanofi France, cher Olivier,  
Chers salariés de Sanofi,

Je suis particulièrement heureux d'être avec vous, parmi vous ce soir comme l'a si bien dit Paul HUDSON, c'est le fruit d'un travail de longue haleine que nous consacrons ce soir. Et je crois profondément à un travail au service de notre pays et de l'intérêt général.

Alors, Mesdames et Messieurs, que la guerre est aux portes de l'Europe, alors que la forte tension internationale créée par cette situation interroge plus que jamais notre souveraineté, j'ai en effet souhaité venir ici, ce soir, vous parler de résilience, de notre économie, de notre recherche et de notre santé.

En effet, je crois profondément que ce que nous avons vécu avec la crise sanitaire, qui n'est pas tout à fait terminée, ce que nous vivons aujourd'hui avec la guerre en Ukraine, tout ça a beaucoup de lien avec les sujets qui nous réunissent aujourd'hui.

Finalement, les crises, vous l'aurez observé, ont ceci de structurant qu'elles sont à la fois des puissants révélateurs de nos faiblesses mais aussi des accélérateurs de progrès. Notre responsabilité, j'ai l'habitude de le dire, dans des circonstances aussi inédites, aussi historiques que celles que nous traversons, est double. Faire face d'abord, bien sûr, gérer l'urgence, protéger, s'occuper du quotidien de nos concitoyens. Mais, la lourdeur de cette tâche et son importance pourrait nous conduire à en rester là, dans l'erreur. Je crois que notre deuxième mission, tout aussi importante, est de savoir tirer le plus vite, le plus rapidement, le plus fortement possible, tous les enseignements plus profonds, plus structurels que les crises, non pas nous apprennent, car finalement, tout était là devant nous, mais on ne le regardait pas suffisamment, ou pire, on mettait la poussière sous le tapis, mais que ces événements mettent avec force au grand jour.

Ainsi, la pandémie, tout en soulignant les immenses forces de notre pays, nous avons collectivement fait face, aura également pointé, chacun le mesure, un certain nombre de retards, voire de difficultés plus profondes. La responsabilité de l'État et la mienne en particulier comme chef du Gouvernement avec les ministres qui m'entourent, c'est donc d'abord d'identifier sans concession et en toute transparence ces difficultés, de les comprendre, de les analyser et évidemment, d'y remédier.

Comme la crise, cher Paul, cher Olivier, Mesdames et Messieurs, va venir accélérer sans doute la nécessaire transformation, la remarquable transformation qui est à l'œuvre chez Sanofi et dans tant d'entreprises. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que dès les premiers jours de la crise, l'État a fait

ce qui était en son pouvoir, tout ce qu'il a pu, je crois, en prenant non seulement l'ensemble des mesures sanitaires, mais aussi économiques et sociales qui s'imposaient pour faire face à la crise. Mesures grâce auxquelles, avec le courage et la résilience de nos concitoyens, nous avons fait face sans rougir par rapport à ce qui s'est passé dans d'autres pays.

Mais je le disais, le temps est très vite venu de tirer des conséquences, des leçons beaucoup plus structurelles pour notre système de santé. Notre pays a payé au prix fort des décennies de désindustrialisation et de sous-investissement en matière de recherche et d'innovation. Depuis 10 ans, le budget de la recherche a connu une baisse continue, -28 %, très précisément, alors même qu'en Allemagne, il augmentait dans la même période de 11 %, qu'au Royaume-Uni, il progressait de 16 %. Et dans cette compétition sans relâche, qu'est devenue l'innovation, les conséquences, sans surprendre, Mesdames et Messieurs, ne se sont pas fait attendre. Vous le savez ici, sur 76 bio médicaments qui sont actuellement commercialisés en Europe, 21 le sont en Allemagne, 12 en Italie et seulement 5 en France. Nous avons sous investi collectivement et nous en payons le prix. Et en l'absence de réaction forte, la France, je le dis, ne saura, j'ai envie de plutôt dire, n'aurait été d'ici à 10 ans qu'un marché pour des médicaments et des dispositifs médicaux étrangers avec toutes les conséquences pour l'accès des patients aux traitements.

Toutes les Françaises, tous les Français ont vu avec la crise l'état de dépendance dans lequel nous nous trouvons, dans le pays de Pasteur, berceau du traitement vaccinal des maladies infectieuses. Et je vous remercie d'avoir assuré la continuité en me présentant vos travaux sur la rage tout à l'heure. Mais la France n'a pas encore réussi à mettre sur le marché un vaccin contre le coronavirus, même si je le note et je m'en réjouis : les résultats récents de Sanofi nous en avons parlé tout à l'heure, sont très prometteurs et qu'avec par ailleurs, le vaccin développé par Valneva, deux solutions françaises sont actuellement en procédure d'autorisation à l'Agence française du médicament. Je le dis avec solennité, sachant tous les efforts, car c'est une responsabilité collective, qui ont été faits, et en particulier par Sanofi pour rattraper ce retard, pour aussi produire en France d'autres vaccins.

Vous y avez contribué magnifiquement, mais cela restera, ce fait que nous

n'ayons pas produit dans les temps, une tâche dans l'histoire de l'innovation, de la science, de la recherche au pays de Pasteur. Nous en avons, je crois, collectivement analysé les causes et je suis venu vous dire ici que nous avons pris, à l'initiative du Président de la République, des dispositions pour que cela ne se reproduise plus. Car cet échec n'est pas seulement une menace pour notre place dans le monde scientifique, c'est aussi une véritable épée de Damoclès pour notre indépendance médicale. Je le répète pour notre souveraineté nationale. Pour autant, la France reste une grande nation scientifique par sa recherche académique reconnue dans le monde autant que par ses très nombreux talents dans les universités et les laboratoires, publics comme privés.

Le Gouvernement se devait donc de prendre des mesures à la hauteur de ce diagnostic et c'est ainsi que, rompant avec les tendances antérieures, nous avons fait de notre recherche et des industries de santé, un axe majeur de notre politique économique et industrielle. Vous me permettrez de remercier les ministres qui m'entourent — Olivier VÉLAN, Frédérique VIDAL, Agnès PANNIER-RUNACHER — qui se sont impliqués dans le cadre de leurs compétences respectives et, j'y insiste car c'est évidemment le rôle premier du chef du Gouvernement, en interministériel. Car là aussi, devant des experts ici réunis, je peux dire que le cloisonnement des structures, des ministères, des administrations, sans doute une spécialiste française n'est pas complètement étranger à la situation que nous avons traversée. Nous nous devons de réagir, fortement. Et je veux vous rappeler qu'avant même la crise, dès 2018, conscient qu'il était de cette situation, le chef de l'État a demandé au Gouvernement d'engager des mesures fortes, par exemple avec l'accès précoce ou la mise en place de l'Agence du numérique en santé. Tout cela avait été décidé avant la crise.

La loi Recherche votée le 24 décembre 2020, alors que la crise était déjà là, mais travaillée bien en amont, prévoit 25 milliards d'euros d'investissement pour notre recherche. C'est une rupture. C'est même une transformation profonde de notre système de recherche et de notre industrie pharmaceutique que le Gouvernement a engagée dans le cadre du plan France 2030. Car comme l'a très bien dit Paul HUDSON, tout ceci suppose d'abord qu'un cap à long terme soit clairement fixé dans le cadre de ce plan.

La France a décidé de consacrer des moyens massifs, 7,5 milliards d'euros, pour soutenir notre recherche et nos industries dans le domaine de la santé. J'insiste, Mesdames et Messieurs, c'est un effort inédit. C'est un effort indispensable.

D'ores et déjà, 1 milliard d'euros ont été engagés pour faciliter l'émergence de nouveaux IHU pour renforcer et faciliter la création de clusters qui sont, comme à Paris Saclay, les fers de lance des innovations de rupture. D'autres clusters devront émerger, notamment sur le thème des maladies infectieuses qui nous réunit plus spécifiquement aujourd'hui. A cet effet, les appels à projets correspondants, je vous l'annonce, sortiront dans les tout prochains jours. D'autres mesures sont prévues. Je pense notamment aux Piec (phon), cet outil qui permet de soutenir de grands projets industriels européens, qui a franchi un cap, je l'espère, décisif la semaine dernière avec la mobilisation de 16 États membres. Car, et c'est pour moi l'occasion de le dire, mieux que ça de le revendiquer devant vous, cette stratégie d'investissement est évidemment aussi européenne, comme le sont l'essentiel de nos enjeux de souveraineté.

Cet effort budgétaire inédit doit s'accompagner d'une réforme en profondeur des pratiques, notamment d'un effort sans précédent de simplification, dont des mesures déjà substantielles ont été votées dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2022.

Nous allons ainsi accroître l'attractivité de notre pays en la matière grâce à une meilleure valorisation des investissements réalisés en France. Par ailleurs, davantage de médicaments et de dispositifs médicaux sont remboursés à l'hôpital depuis le 1er janvier dernier.

De même, la création d'un système d'accès immédiat au marché permet désormais un accès plus rapide des patients à leur traitement. Et que dire du temps et des contraintes sur les essais cliniques, surtout si nous nous comparons avec d'autres grandes nations, que nous avons l'impérieux devoir de réduire ?

Enfin, l'Agence de l'innovation en santé, trace de ce travail décloisonné et de

cette vision stratégique que j'évoquais tout à l'heure, verra bientôt le jour. Elle a, vous le savez, vocation à devenir le référent national, le guichet unique pour les porteurs d'innovation et donc le pilote de ce plan d'ensemble.

Mesdames et Messieurs, au rang des défis que la crise sanitaire a crûment mis en lumière, il y a bien sûr celui posé par les maladies émergentes et infectieuses. Nous avons donc conçu un volet qui leur est spécifiquement consacré au sein de France 2030 afin de mieux répondre à une nouvelle crise à l'échelle nationale, toujours en lien étroit avec nos partenaires européens.

Un certain nombre d'initiatives ont d'ores et déjà été prises durant ces deux dernières années. Je pense notamment au consortium Reacting mobilisé dès janvier 2020 pour identifier les premiers projets à lancer en urgence, ainsi qu'à l'activation de plusieurs guichets de financement avec l'ANR. Reconnaissons cependant que toutes ces initiatives, parce qu'elles ont été décidées pour faire face à une crise inédite et brutale et donc le plus souvent dans l'urgence, n'ont pas été suffisamment coordonnées, avec pour conséquence une dispersion des efforts. Tout cela, qui avait été d'ailleurs constaté par le professeur ROSSIGNOL dès la mi-2020, nous a conduits dès l'automne 2020 à réorganiser la recherche contre ou sur la Covid-19.

C'est ainsi que nous avons mis en place un guichet de priorisation de la recherche clinique pour soutenir et accélérer les projets de recherche ayant le plus de potentiel ; créé l'ANRS, un milieu pour renforcer le pilotage de notre recherche sur les maladies infectieuses émergentes ; conçu des programmes afin d'assurer la surveillance des variants ; lancé les appels à projets pour soutenir des projets très variés, 187 très précisément, de massification des capacités de production de nos filières de produits et matériels critiques, ce qui, au passage, a permis de créer plus de 6 500 emplois et de relocaliser en France nombre de process.

Aujourd'hui, je suis venu vous annoncer que nous allons aller encore plus loin, à la fois en termes de moyens puisque nous consacrerons à ce sujet des maladies infectieuses émergentes une enveloppe de 750 millions d'euros, et de méthodes en tenant compte de toutes les leçons de la crise.

Notre stratégie porte en effet sur l'ensemble de la chaîne de valeur recherche et développement : développement des capacités industrielles, de production de contre-mesures, mise en place de stocks stratégiques à constituer et à renouveler. En matière de recherche tout d'abord. Deux programmes dédiés vont être lancés, le premier par l'Inserm en s'appuyant sur sa nouvelle agence autonome, l'ANRS MIE et le second, par l'INRAE, l'IRD et le CIRAD. Ces projets doivent nous permettre d'une part de développer les outils nécessaires à la prévention des émergences zoonotiques, d'autres part, de contrôler efficacement les maladies au niveau individuel et collectif en augmentant les connaissances sur ces maladies et en concevant des contre-mesures permettant de faire face aux risques dans le champ du diagnostic du traitement ou de la prévention.

Le volet innovation deuxièmement, permettra d'accompagner les projets de contre-mesures pendant leur montée en maturité et de les valider pour leur permettre d'accéder au marché le plus rapidement possible. Et je veux à cet égard saluer les réflexions en cours menées conjointement par le CEA et l'Inserm en vue de la constitution d'un institut sur les vaccins qui couvrira toute la chaîne de la recherche à la production.

En troisième lieu, le volet industriel concentrera près de la moitié des investissements totaux prévus dans le cadre de la stratégie que je vous présente aujourd'hui soit 300 millions d'euros sur 5 ans. L'appel à projet Innovation et Capacité Santé 2030 pour lequel 60 millions vont être consacrés à la constitution de capacité de production de contre-mesures pour faire face aux futures pandémies et aux autres menaces va être lancé incessamment. Parallèlement, pour mieux comprendre la nature et le rythme de l'émergence de ces nouveaux pathogènes, nous allons adopter une approche intégrée dite « One Health » qui veille à ouvrir ces interventions à l'ensemble des spécialistes des maladies infectieuses et émergentes, qu'il s'agisse de santé humaine, animale ou environnementale. De la même manière, notre stratégie s'appuiera sur les sciences humaines et sociales pour évaluer l'acceptabilité de certaines mesures et la pertinence des schémas de communication et de formation.

Enfin, l'ensemble de nos actions s'articuleront étroitement avec l'autorité

européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire, HERA. Toujours, l'Europe.

Après Marcy l'Etoile, juin 2020 et la présence du chef de l'État, la première pierre de cette nouvelle unité de production, l'une des plus performantes, les plus avancées du monde, que nous avons tout à l'heure posée, s'inscrit, et c'est évidemment la raison de ma présence ici, en parfaite cohérence avec la stratégie dont je viens de vous exposer les principaux axes. Ce projet illustre avec force, je le dis, la politique de reconquête menée par le Président de la République et le Gouvernement, dont la stratégie de réindustrialisation en ce qu'elle est le socle de notre excellence scientifique de demain. Mais ce n'est pas à vous et pas ici que je vais l'apprendre, au cœur de cette terre lyonnaise qui conjugue depuis des décennies, je devrais dire des siècles, dynamisme industriel et innovation scientifique, notamment en matière de santé, au point d'être, de longue date, en pointe pour ce qui est de la lutte contre les maladies infectieuses.

Avec cette nouvelle unité de production, Sanofi matérialise son engagement de renforcer son ancrage sur le sol français, que l'État accompagne et soutient sans relâche depuis deux ans.

Avec ce projet, ce sont 200 nouveaux emplois à forte valeur ajoutée qui vont être créés sur le site, qui viennent s'ajouter aux 130 du Centre d'excellence en ARN messenger de Marcy l'Etoile que je viens d'évoquer.

Avec de tels équipements, Sanofi pourra non seulement produire des vaccins en France, mais en produire jusqu'à 3 ou 4 simultanément. Surtout, cette première pierre que j'ai eu l'honneur et le plaisir de poser aujourd'hui avec vous, Monsieur le maire, Monsieur le Président, et plus largement, la première étape d'un plus vaste réengagement de Sanofi en France. Je le dis de manière très solennelle, Sanofi est un champion national. Nous avons défendu Sanofi. J'ai dit ce traumatisme national qu'avait été cette course au vaccin, j'ai admis combien la responsabilité était collective dans cette situation, et combien du coup, c'est collectivement et ensemble que nous nous devons de réagir, de réagir massivement et de réagir très rapidement.

Et je ne peux que me réjouir, cher Paul, de l'annonce par Sanofi d'un investissement d'1 milliard et demi d'euros, dont 935 millions entre 2022 et 2026. Avec la volonté, cela nous a été rappelé tout à l'heure de doter la France d'une chaîne de valeur complète et autonome sur cette technologie ARN messenger si prometteuse, avec ces générations à venir. Cet effort, je le rappelle, s'ajoute à ceux, très conséquents en recherche et développement annoncés par Sanofi, 2 milliards d'euros par an pour la seule France.

Tout cela, dont je veux souligner l'ambition, couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, c'est ce sur quoi nous avons travaillé ensemble, avec une accélération de la recherche et du développement, notamment sur le centre d'excellence de Marcy l'Etoile. La production de lots cliniques, la mise au point de la formulation des nanoparticules lipidiques, ainsi que le développement de capacités de production de composants, et la production de futurs vaccins.

L'ambition est de développer 6 candidats vaccins à ARN messenger d'ici à 2025. Et là aussi, Mesdames et Messieurs, ce sont plus de 200 emplois qui seront créés chez Sanofi, mais aussi ailleurs. Cet engagement de votre entreprise, de votre groupe, va permettre de renforcer considérablement l'écosystème, en France notamment, bien sûr, dans cette belle région lyonnaise, grâce aux liens étroits entre les acteurs publics et privés que nous voulons, que nous souhaitons, que nous devons encourager : start up, biotech et PME.

L'ambition de Sanofi, que je partage entièrement, et que nous soutenons, est de faire de ce virage technologique majeur, le levier de structuration de la filière française sur toute la chaîne de valeur de l'ARN messenger et de ces générations à venir. Et tout cela est primordial dans notre stratégie, de la même façon qu'ensemble que cet écosystème devra s'engager très vite dans la thérapie génique et cellulaire.

Mesdames et Messieurs, notre ambition est donc parfaitement claire, le cap est fixé. Dans les prochaines années avec ce plan France 2030, la France doit retrouver sa place dans le peloton de tête des nations scientifiques du monde et être, dans moins de 10 ans, un leader de la santé, de l'ARN messenger, et de

la lutte contre les maladies émergentes. Avec un objectif précis : dans 8 ans, notre pays doit être en état de fabriquer au moins 20 biomédicaments, contre, je le disais 5 aujourd'hui.

Nous avons pour cela toutes les cartes en main. La volonté politique d'abord, mais aussi les capacités industrielles qui reviennent avec force. J'insiste là-dessus : la désindustrialisation que la France a connue entre 1980 et la fin des années 2010, c'est 50 000 emplois industriels perdus en moyenne par an. Nous nous sommes remis à créer des emplois industriels en France. C'est, Mesdames et Messieurs, une absolue nécessité. Et nous avons le potentiel scientifique pour lequel nous allons consacrer, vous l'avez entendu, des moyens sans précédent.

Avec France 2030, finalement, nous devons réenchanter le rêve scientifique et industriel français. Car, je vous le rappelle, nous ne sommes pas seulement le pays de Pasteur. Nous sommes aussi celui de Gustave EIFFEL et de Jules VERNE. Et nous savons que la France n'est jamais aussi grande que quand sa science et son industrie repoussent les limites et font l'admiration du monde. Nous devons rendre hommage à la science. Ce sera l'un des grands enseignements de cette crise sanitaire.

Avec France 2030, je le dis, nous voulons également dans ce secteur, mais dans tous les autres, encourager et même aiguillonner la prise de risque, les innovations de rupture, l'émergence de nouveaux acteurs. C'est également, dois-je vous le rappeler, la naissance d'une industrie bientôt décarbonée comme j'ai pu l'annoncer il y a quelques semaines à Dunkerque avec Arcelor, ou encore les investissements consentis en matière d'hydrogène avec des projets de Gigafactory qui se multiplient.

Oui, Mesdames et Messieurs, nous aurons collectivement compris et tiré les enseignements de cette crise si nous réinvestissons sur nous-mêmes, si nous comprenons que la recherche, l'innovation et l'industrie sont au cœur de la souveraineté nationale et européenne. L'argent que nous mettons, l'argent que vous mettez ici en France, Monsieur le Président, c'est de l'argent bien investi. Il est créateur d'emplois, on l'a dit, il est créateur de valeur, mais il assure aussi la protection des générations futures, la résilience de notre

économie et tout simplement, mais c'est capital, la confiance de nos concitoyens.

Je vous remercie.